

Bénéficiant d'un environnement plus porteur, l'économie finistérienne affiche des résultats satisfaisants dans de nombreuses activités. Cette dynamique a permis de créer des emplois et d'enrayer le chômage, malgré des restructurations d'entreprises importantes notamment dans l'agroalimentaire.

Une économie "présentielle" en progression

En complément des activités productives, l'économie "présentielle" apparaît comme le vecteur de développement privilégié de certains territoires. Entre 1999 et 2006, la région a gagné 176 500 habitants, soit 25 000 en moyenne par an. Au 8^e rang des régions métropolitaines pour son dynamisme démographique, la Bretagne affiche un net excédent migratoire. Elle se retrouve ainsi au 5^e rang des régions pour le taux annuel de migration nette, devant le Poitou-Charentes et Paca. Le Finistère présente le taux de croissance annuel moyen le plus faible sur cette période mais les évolutions locales peuvent néanmoins être fortes. Le développement de la construction, la fréquentation touristique génèrent certes une économie tournée vers les commerces de proximité et les services (écoles, équipements sportifs, culturels, santé, transport...). Ils engendrent par ailleurs une importante consommation d'espace, le foncier devenant ainsi un enjeu de première importance, tout particulièrement sur le littoral. En 2006, les prix du foncier ont encore grimpé (+ 11 % en moyenne) et, sur le littoral, à peine la moitié des acheteurs sont Finistériens. Force est de constater qu'un développement non maîtrisé de l'économie présentielle génère des difficultés de logement et d'allongement des trajets quotidiens pour la population active locale.

En matière de construction, les prévisions laissent présager une diminution graduelle à partir de 2006. Il n'en a rien été puisque le niveau d'activité exceptionnel de 2005 a encore été dépassé en Finistère. Selon une étude du marché du logement, le littoral finistérien totalise le plus grand nombre d'autorisations en Bretagne. Malgré la progression des effectifs, la construction apparaît comme l'un des secteurs ayant le plus de difficultés à recruter, notamment en main d'œuvre qualifiée.

Le Finistère figure parmi les 1^{ers} départements français pour la pratique d'activités nautiques et par ses résultats sportifs. La filière nautique est en plein essor. Face à une saturation des ports de plaisance, des projets émergent pour augmenter la capacité d'accueil. Ces projets doivent intégrer le respect de l'environnement, auquel est de plus en plus sensible la clientèle, au travers du label "pavillon bleu" notamment.

Plus généralement, sur le plan touristique, le Finistère a atteint en 2006 un niveau de fréquentation en hausse avec 30,9 millions de nuitées, supérieur à celui de 1999 avant la marée noire de l'Erika. Cette croissance a

Synthèse activité économique 2006

Sur l'ensemble de l'année 2006, la croissance française s'établit à 2,1 %, avec un rebond au 4^e trimestre (source : Insee). L'emploi salarié progresse grâce à la construction et au tertiaire, tandis que l'emploi industriel recule sensiblement. Le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie¹ baisse d'environ 10 %. En Bretagne, le dynamisme économique engagé depuis début 2006 se poursuit. Les enquêtes d'opinion des entrepreneurs menées régulièrement par l'Insee régionale indiquent un certain optimisme, tous secteurs confondus. L'emploi salarié breton a progressé de 1,3 % en 2006. La construction, toujours à un haut niveau d'activité, et les services contribuent aussi le plus à la création nette d'emploi, suivis du commerce. En revanche, le secteur de l'automobile recule fortement en termes d'effectifs (- 6,9 %). L'agroalimentaire et les biens d'équipements voient leurs effectifs se stabiliser.

Activité finistérienne : une reprise satisfaisante

Pour le Finistère, soutenu aussi par le dynamisme de la construction et des services, l'emploi salarié progresse de 0,5 % (2 000 emplois supplémentaires), malgré le recul de l'industrie. A la fin décembre, le chômage a baissé d'environ 8 % pour les demandeurs d'emploi de catégorie 1, de 7,8 % pour les femmes, de 10,5 % pour les jeunes de moins de 25 ans. Le taux de chômage s'établit ainsi à 7,2 % au niveau régional et 7,7 % en Finistère (au sens BIT², corrigé des variations saisonnières).

A l'heure où la France affiche un déficit record de sa balance commerciale, la

Bretagne renoue avec l'excédent. Soutenues par une industrie des biens d'équipement très dynamique, les exportations finistériennes progressent pour la 3^e année consécutive, de manière soutenue (+ 7,6 %). Ce niveau d'activité est le plus élevé depuis l'année 2000 qui demeure une année exceptionnelle. La part des échanges en Europe s'intensifie encore et l'Italie détrône l'Allemagne en devenant le 1^{er} client du département. Cependant, dans un contexte de progression du trafic national, après les très bons résultats de 2005, les ports de commerce de Brest et Roscoff marquent le pas en volume en 2006.

Face à une concurrence économique exacerbée, les entreprises adaptent leurs modes de production pour gagner en compétitivité. L'externalisation des activités et le recours accru à des spécialistes font partie des stratégies déployées. Les services aux entreprises en tirent profit même si ce secteur reste sous-représenté dans le Finistère et si son développement est majoritairement tiré par les activités opérationnelles.

Ces mutations du monde économique et l'entrée dans l'économie de la connaissance rendent l'investissement dans la formation plus stratégique encore. Les jeunes Finistériens poursuivent plus longtemps leurs études, ont de meilleures réussites aux baccalauréats généraux ou professionnels, disposent d'une offre de formation supérieure large et diversifiée, avec l'UBO et les grandes écoles. De ce point de vue, l'importance historique donnée à la formation reste indéniablement un atout majeur pour l'avenir du Finistère.

► Tableau 1 - Principaux indicateurs d'évolution 2005/2006.

	Indicateurs	Évolution 2005/2006 en %			Sources
		Finistère	Bretagne	France	
Échanges commerciaux extérieurs	Exportations	+ 7,6	+ 18,9	+ 9,1	Direction Régionale des Douanes
	Importations	- 0,5	+ 0,8	+ 10,0	Direction Régionale des Douanes
Agriculture	Chiffre d'affaires	+ 1	=	nd	
Pêche	Tonnages sous criée	- 4,6	nd	nd	CCI - CRCI - Criées françaises
	Valeurs sous criée	+ 1,9	nd	nd	CCI - CRCI - Criées françaises
Bâtiment	Mises en chantier	+ 14	+ 5	nd	DRE - Sitadel
Commerce et services	Emploi salarié	+ 0,6	+ 0,7	nd	INSEE - URSSAF
Tourisme	Nuitées touristiques	+ 1,8	+ 1,2	nd	BETF Marchand - Méthode des flux
Emploi	Emploi salarié	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,6	Insee
	Nombre de demandeurs d'emploi (cat. 1)	- 7,3	- 8,3	- 9,9	DRTEFP Bretagne - Ministère du Travail
	Évolution du taux de chômage en nombre de points	- 0,7	- 0,7	- 0,9	DRTEFP Bretagne
Transports aériens	Passagers	+ 5,2	+ 4,9	+ 4,9	CCI de Brest et de Quimper-Cornouaille

nd : non disponible

été profitable aux campings (+ 6 %), contrairement aux hôtels qui affichent une légère baisse. Les bords de saison ont été plus fréquentés (printemps ensoleillé, vacances de Pâques et ponts du mois de mai). Pour améliorer l'offre touristique face à une exigence croissante de la clientèle, de nombreuses démarches s'organisent, telles que le plan national "Qualité Tourisme".

Des secteurs traditionnels en adaptation

L'année 2006 a été bonne dans la plupart des productions animales comme végétales et légumières. Certains prix ont même connu des niveaux élevés en viande bovine, porcine, céréales... qui témoignent d'une certaine tension favorable à l'offre, aussi bien au niveau européen que mondial avec l'émergence des filières de biocarburants. Fin 2006, 77 % des excédents finistériens d'azote sont effectivement résorbés. Le contentieux européen dans certains bassins versants d'alimentation en eau potable bretons fait peser des risques importants sur la pérennité de bon nombre d'élevages de l'Horn et de l'Aber Wrac'h en Finistère. A plus long terme, les enjeux de la qualité de l'eau se renforcent encore avec une nouvelle directive européenne sur le bon état écologique des eaux et milieux aquatiques en 2015.

Grâce à des cours soutenus, le chiffre d'affaires des criées finistériennes a progressé. Celui du Guilvinec lui permet même de se positionner à la seconde place des ports français. Depuis 1996, le cours moyen du

poisson vendu sous les criées finistériennes a progressé de 43 % en euro courant, du fait, d'un côté, d'une consommation soutenue par l'importance accordée à la sécurité sanitaire et à la qualité nutritionnelle du poisson et de l'autre d'une diminution des prises liées à la ressource et aux quotas. L'avenir de la filière est soumis aux décisions européennes pour la conservation de la ressource et à la transmission des entreprises de pêche, pour laquelle les acteurs de la Cornouaille veulent créer un fonds d'aide à l'installation.

Même si les négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont au point mort, la concentration est la voie recherchée pour se préparer à la concurrence internationale. Premier employeur industriel régional et départemental, l'agroalimentaire a ainsi connu une année 2006 marquée par des restructurations subies ou des alliances. Le Contrat de projets Etat-Région 2007-2013 fait de la construction d'une nouvelle ambition pour l'agriculture et l'agroalimentaire son second grand enjeu, après "l'accessibilité ferroviaire et numérique à grande vitesse". Cet objectif est complété des enjeux en matière de système d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation, au travers des dispositifs existants (Bretagne innovation, Valorial...).

Bien que le contexte national soit morose, le nombre d'établissements commerciaux finistériens de 2006 a compensé le fléchissement de 2005. Le département se situe au 1^{er} rang breton rapporté à sa population (8 commerces pour 1 000 habitants). Les

formes de commerce évoluent aussi. Grâce à la démocratisation d'Internet et à la généralisation du haut débit, le commerce électronique touche une clientèle de plus en plus large et confiante. On peut raisonnablement penser que la dématérialisation de l'acte d'achat va continuer à progresser et capter des parts de marché au détriment du commerce traditionnel. A moins que ce dernier ne choisisse d'intégrer ce canal de distribution dans sa stratégie.

Le transport aérien renoue avec la confiance. En France (comme en Bretagne) la croissance du trafic avoisine désormais les 5 %, retrouvant ainsi les rythmes de croissance annuels d'avant les attentats du 11 septembre 2001. L'aéroport Brest Bretagne poursuit sa progression (+ 5,5 %), franchissant ainsi le cap des 800 000 passagers, seuil de saturation de l'aérogare actuelle. La nouvelle aérogare formatée pour recevoir 1,4 million de passagers, extensible à 1,8 million, prend forme pour l'automne 2007. De son côté, la plate-forme de Quimper Cornouaille retrouve aussi la croissance sur Paris (+ 3,9 %) ■

1 - Personnes à la recherche d'un emploi à durée indéterminée et à plein temps, immédiatement disponibles et n'ayant pas exercé une activité réduite de plus de 78 h au cours du mois (Ministère de l'emploi).

2 - Bureau international du travail.